

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(01)/ST/43  
10 novembre 2001

(01-5621)

---

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE  
Quatrième session  
Doha, 9 - 13 novembre 2001

Original: anglais

## ROUMANIE

Déclaration de S.E. M. Cristian Colteanu  
Secrétaire d'État, Chef du Département du commerce extérieur  
et du développement économique, Ministère  
des affaires étrangères

Je suis honoré et heureux de pouvoir participer à cette importante réunion des 142 Membres de l'OMC, tous convaincus que le système commercial multilatéral représente une solution à bon nombre des problèmes auxquels le monde d'aujourd'hui est confronté. Nous sommes également déterminés à améliorer le système, pour le bien des milliards d'individus que nous représentons.

Ma délégation a été chargée par le gouvernement roumain de contribuer activement au succès de la Conférence ministérielle. Nous sommes décidés à faire aboutir le dur labeur réalisé à Genève au cours des deux dernières années.

La détermination de la Roumanie vient de ce qu'elle est préoccupée, gravement et de façon persistante, par la réponse la plus appropriée à apporter aux défis complexes découlant de la mondialisation auxquels une économie émergente est confrontée.

Après plusieurs tentatives de redressement au cours des dix dernières années, l'économie roumaine donne des signes d'équilibre et de développement. La démocratie est bien établie et le niveau de vie s'améliore. Durant toute cette période, le commerce extérieur a été le moteur du développement et de la restructuration économique. Il est désormais évident qu'il est vital aujourd'hui d'améliorer nos possibilités d'exportation et d'ouvrir les marchés (y compris le nôtre). Cependant, il est tout aussi important qu'un commerce plus libre s'accompagne de règles et que les termes de l'échange soient de nature à assurer la stabilité, la prévisibilité et l'équité du commerce.

Nous considérons que ces objectifs sont communs à tous les Membres de l'OMC, qu'ils répondent aux préoccupations de la plupart d'entre eux et qu'ils tiennent compte de ce qu'un commerce libre fondé sur des règles constitue un outil de développement important.

Si nous voulons lutter contre l'instabilité, la guerre, le terrorisme et les troubles politiques et sociaux, il nous faut insister davantage sur le développement. Nous avons maintenant l'occasion de donner le feu vert au commerce, de faire en sorte que les règles favorisent un commerce équitable et de prouver notre détermination à renforcer le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

Si nous faisons du développement notre préoccupation principale, nous disposerons de moyens et d'instruments qui permettront à tous les Membres de l'OMC de participer aux négociations et de prendre des engagements qu'ils peuvent respecter et qui appuieront de manière notable leurs programmes de développement internes.

Comment notre Organisation peut-elle répondre à ces préoccupations? Est-il possible que 142 pays participent à des négociations globales de fond et de vaste portée?

Pour nous, la réponse à ces questions est positive et il faut pour cela passer par un cycle de négociations. La plupart des Membres de l'OMC sont des pays en développement qui ne disposent pas d'industries fortes dans chaque secteur de l'économie. Nous cherchons tous la possibilité de développer des domaines où nous disposons d'un avantage comparatif, de protéger des industries naissantes et d'assurer une vie meilleure à nos citoyens. Un équilibre dans les négociations est impératif et il serait pratiquement impossible d'y parvenir si ces négociations portaient sur un petit nombre de secteurs économiques. Je me contenterai de prendre l'exemple de l'agriculture, secteur dans lequel actuellement la concurrence ne se fait pas entre les produits mais plutôt au niveau des capacités financières des pays.

Par ailleurs, la grande diversité des Membres de l'OMC, leurs niveaux extrêmement disparates en matière de développement et de renforcement des capacités, de taille et de conditions naturelles doivent être reconnus et pris en compte de manière à assurer un droit égal, pour chacun d'entre eux, au développement et à une vie meilleure.

Un système fondé sur des règles est une bonne réponse mais un système amélioré qui favorise un commerce équitable en serait une meilleure. Cela dit, jusqu'où la libéralisation doit-elle aller dans un système fondé sur des règles? Elle ne devrait pas aller jusqu'à entraîner une "vague" protectionniste. Nous devrions tous analyser plus soigneusement l'évolution, ces dernières années, des différends portant sur des mesures commerciales correctives. Certes, les gouvernements réagissent aux pressions exercées par les branches de production qui cherchent toujours à obtenir une protection et de meilleures conditions commerciales. Or, ces mesures pourraient cacher un retour en arrière sur le plan de la libéralisation. Les exportateurs ont-ils eu vraiment le droit de défendre leurs intérêts?

Bon nombre de nos préoccupations sont traitées dans les propositions concernant les questions de mise en œuvre: il convient de reconnaître ces problèmes et d'y trouver des solutions mais il nous faut aussi aller de l'avant et prendre les décisions appropriées.

Nous représentons ici nos gouvernements et nous tous, riches ou pauvres, petits ou grands, sommes soucieux d'agir afin d'accroître le bien-être de nos populations et, pour contribuer à celui-ci, de protéger leur santé. Le projet de document sur les ADPIC répond à ces préoccupations et va au-delà des questions de mise en œuvre.

L'occasion nous est ainsi donnée d'exprimer notre gratitude pour les travaux menés à Genève par tous les Membres, sous la conduite ferme et résolue des Présidents du Conseil général et de ses organes spécialisés, ainsi que du Directeur général auxquels nous souhaitons rendre tout particulièrement hommage.

Le projet de Déclaration ministérielle et les projets de texte des autres documents au sujet desquels des décisions doivent être prises représentent, à notre avis, une base solide pour mener nos travaux ici à Doha. Nous sommes déterminés à apporter notre contribution à la finalisation de ces documents et à veiller à ce que le programme de travail que nous devons établir soit réaliste et qu'il se traduise par des avantages pour l'ensemble des Membres de l'OMC et pour chacun d'eux.

La Roumanie reconnaît et soutient à la fois les travaux menés dans le domaine des MIC et tous les autres projets de documents soulignant le droit à une assistance technique et la nécessité d'une telle assistance pour les pays les moins avancés, les pays en développement et les économies émergentes.

Pour ce qui est de la Déclaration relative à la mise en œuvre, nous sommes favorables à toute décision qui permettra de rapprocher les différents points de vue, afin de renforcer la coopération entre tous les Membres de l'OMC.

Le projet de Déclaration ministérielle représente un signal réaliste et même s'il n'est pas excessivement ambitieux pour ce qui est de la portée des nouvelles négociations et des domaines qui seront couverts, il démontre la maturité de notre Organisation. Nous sommes déterminés à contribuer à sa finalisation et je souhaiterais mentionner l'un des intérêts tout particuliers de ma délégation, à savoir les règles relatives aux formes régionales d'intégration. Convaincus de la nécessité de disposer de règles novatrices et plus claires dans ce domaine, nous appelons le Comité à achever l'examen de tous les accords conclus sur la base des règles existantes.

Gardant à l'esprit ces idées, préoccupations et objectifs principaux, nous vous assurons de notre volonté sans faille de contribuer au succès de nos travaux, de faire preuve de flexibilité chaque fois que cela est nécessaire et, partant, de renforcer l'OMC.

Nous félicitons les nouveaux Membres de l'OMC et sommes prêts à œuvrer de concert avec eux afin de maintenir l'orientation du système commercial multilatéral. Le même esprit de coopération nous animera au cours du processus d'accession des autres pays candidats.

Permettez-moi de clore en remerciant, par votre intermédiaire, les autorités du Qatar pour l'organisation de cette conférence. Nous saluons les efforts que vous avez déployés ainsi que la chaleur de votre hospitalité.

---